

ALGÉRIE, LE CRÉPUSCULE D'UN SYSTÈME

HASSANE ZERROUKY *

Le danger islamiste écarté à l'occasion des législatives de 2012, Abdelaziz Bouteflika se représente pour un 4^e mandat présidentiel avec l'aura de la stabilité, achetée à coups de prébendes sociales, face à la turbulence des printemps arabes. Dans un climat de vives polémiques et de soupçons de forte corruption, l'élection est marquée par une forte abstention – 50 % – et un score élevé, à plus de 80 %. Rentiers du pétrole et « mafias de l'import » apparaissent comme les principaux bénéficiaires du régime. L'opposition a constitué un large rassemblement hétéroclite mais qui reste muet sur la construction d'un réel système productif national ou sur la place des valeurs de l'islamisme dans la société.

Le 17 avril, date de l'élection présidentielle, l'Algérie découvre un président en fauteuil roulant, diminué par son AVC, se faisant aider pour accomplir son devoir électoral. Le 28, c'est encore en fauteuil roulant qu'il prête serment, pour la quatrième fois depuis 1999. Avant de faire une courte déclaration – il ne lira que le premier feuillet d'un texte en comptant douze – devant une assistance – ministres, parlementaires, militaires de haut rang, personnalités, milieux d'affaires – saisie de stupeur à la vue de cet homme tassé dans son fauteuil, qui n'est plus que l'ombre de celui qui avait été élu en 1999. Ce jour-là, de son regard bleu acier, il balayait cette même salle où une partie des présents à son investiture l'avait exclu en 1980 des instances dirigeantes du FLN, et contraint à une traversée du désert qui aura duré près de quinze ans¹.

Cette image du président algérien diminué par la maladie a donné lieu à toutes sortes de réaction et de questions. On en retiendra

* JOURNALISTE À L'HUMANITÉ.

¹ Accusé en 1983 par la Cour des comptes de détournements de reliquats budgétaires des ambassades algériennes estimés à 30 millions d'euros – Bouteflika a été ministre des Affaires étrangères sous Houari Boumediene –, il risquait une lourde sanction.

deux : pourquoi, malgré son état de santé, s'est-il porté candidat ? Quels enjeux de pouvoir se cachent derrière cette élection inédite qui a vu un candidat totalement absent sur la scène électorale, contraint de mener sa campagne par procuration ?

Un scrutin présidentiel inédit dans un contexte régional radicalement changé...

Le scrutin présidentiel du 17 avril intervient dans un contexte régional radicalement transformé, avec de nouveaux acteurs politiques. Le 14 janvier 2011, le président tunisien Zinedine Ben Ali, qui entretenait des rapports étroits avec son homologue algérien, est chassé du pouvoir par un soulèvement populaire. Le 11 février de la même année, Hosni Moubarak est contraint à son tour de céder le pouvoir au terme de trois semaines de révolte. Autre pays dont le régime s'effondre suite à l'intervention de l'Otan, la Libye : le 20 octobre 2011, Mouamar Kadhafi est carrément assassiné.

8

Face à cette situation, redoutant un risque de contagion dû aux situations tunisienne et égyptienne et anticipant la pression occidentale, le pouvoir algérien, faisant déjà face à la montée des tensions sociales et politiques, promulgue des mesures sociales et des augmentations de salaires dont le coût avoisine les 20 milliards de dollars, lui permettant de découpler la demande sociale de la demande politique de changement que le discours officiel présentait comme synonyme de chaos à la libyenne et à la syrienne². Et fait mine de lâcher du lest sur le plan politique : l'état d'urgence est aboli, des réformes politiques sont annoncées sur fond d'un semblant de dialogue avec des partis et associations. Mieux, le 8 mai 2012 à Sétif, Abdelaziz Bouteflika annonce qu'il va passer la main.

Cette politique s'avère payante : le 10 mai, l'échec des islamistes aux législatives rassure le pouvoir. L'Alliance de l'Algérie verte (regroupement des quatre principaux partis islamistes) n'obtient que 47 sièges sur les 462 en lice. Les débuts du chaos libyen, la situation au Mali où les djihadistes, maîtres du nord du pays, menaçaient Bamako, l'extrême tension en Tunisie et en Égypte et la guerre civile syrienne, sont autant de faits qui ont modifié la donne régionale et auxquels le pouvoir algérien oppose la stabilité algérienne incarnée par le président Bouteflika. Ce sera le maître mot autour duquel s'articulera la stratégie du pouvoir algérien pour l'élection présidentielle de 2014. Qui plus est, cette stratégie va s'appuyer sur le fait que Washington et ses alliés, en raison des

² Voir *Recherches internationales* n° 94, janvier-mars 2013.

tensions régionales, ne sont plus sur la ligne qu'ils défendaient en 2011 : celle d'imposer des changements en Algérie³. C'est à partir de ce moment-là, à savoir fin 2012, que le chef de l'État a envisagé l'option d'un quatrième mandat présidentiel, renonçant à son idée initiale de se retirer. La nomination d'Abdelmalek Sellal, 64 ans, sans appartenance partisane, comme Premier ministre le 3 septembre en remplacement d'Ahmed Ouyahia, s'inscrivait dans cette perspective.

...et dans un contexte de crise interne et de déballages publics sans précédent

Bien que la victoire des deux partis au pouvoir lors du scrutin législatif de mai 2012 ait éloigné le danger islamiste, elle n'a en rien contribué à mettre un terme à la contestation interne exigeant le départ des deux secrétaires généraux, Abdelaziz Belkhadem (FLN) et Ahmed Ouyahia (RND). Lesquels, après l'annonce par le président Bouteflika de laisser la place à une nouvelle génération, s'étaient mis sur les rangs pour lui succéder.

Le 15 janvier 2013, anticipant une mise en minorité au sein de son parti, Ahmed Ouyahia annonce sa démission. Le président du Sénat et ami du chef de l'État, Abdelkader Bensalah, lui succède à la tête du parti. Au FLN, ce n'est qu'à la suite de plusieurs sessions du Comité central, souvent houleuses et émaillées d'incidents, qu'Abdelaziz Belkhadem est contraint, le 2 mars, de céder la place, mais sans que son départ ne résolve la crise, aucun successeur n'étant désigné. Or, il importait que le FLN, dont Bouteflika est le président d'honneur, reste dans l'orbite présidentielle en prévision de 2014. D'autant que la position du chef de l'État semblait doublement fragilisée, d'une part par les départs contraints en 2010 du ministre de l'Énergie, Chakib Khelil, du ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni qui faisait figure de numéro deux du pouvoir, et d'Abdelhamid Temmar en charge de la privatisation des entreprises publiques et, d'autre part, par l'attaque terroriste du site gazier d'In Aménas en janvier 2013. Malgré les pressions de Washington et Londres pour envoyer leurs forces spéciales libérer les otages, les forces algériennes sont passées outre en donnant un assaut se soldant le 19 janvier par la mort de 37 otages tous étrangers et de 32 membres du commando islamiste. La résolution de cette prise d'otages, gérée directement par le Département du renseignement

³ « Patientez et vous verrez ce qui va se passer dans un an en Algérie » affirmait en septembre 2011 N. Sarkozy au président du CNT libyen, Mustapha Abdeljalil, se plaignant de ce pays.

et de la sécurité (DRS) et l'armée, n'a pas été, semble-t-il, du goût du président algérien. Ce dernier, resté étrangement silencieux, n'a publié aucun communiqué félicitant les militaires algériens, comme cela se fait dans de nombreux pays, alors que Washington, Londres et Tokyo faisaient savoir leur mécontentement : le fait que les militaires aient géré cette prise d'otages en toute souveraineté leur a déplu et a contrarié le chef de l'État qui avait besoin de l'aval des capitales occidentales pour briguer un nouveau mandat. D'autant que ce n'était pas la première fois que Washington et ses alliés se plaignaient auprès d'Alger du manque de coopération des services algériens, comme l'attestent les télégrammes de l'ambassade américaine à Alger, dévoilés par Wikileaks.

C'est dans cette lourde atmosphère caractérisée entre autres par des appels à barrer la route à un quatrième mandat du chef de l'État, d'interrogations (déjà ?) sur sa capacité à assumer sa fonction – il ne faisait que de rares apparitions publiques, les conseils des ministres ne se tenaient pratiquement plus – qu'éclate, à partir de Milan en Italie, une nouvelle affaire Sonatrach.

10

Celle-ci est d'autant plus inquiétante qu'elle touche l'entourage proche du chef de l'État et, surtout, qu'elle est instruite par la justice italienne, une justice échappant au contrôle et aux pressions du pouvoir algérien. L'enquête ouverte le 7 février 2013 pour « corruption internationale », visant les dirigeants du groupe pétrolier italien ENI, concerne le versement de pots-de-vin d'un montant de 197 millions d'euros à des intermédiaires algériens contre l'octroi de contrats pétroliers et gaziers d'un montant de 11 milliards de dollars. Sont impliqués également le canadien SLC Lavalin (grand groupe mondial d'ingénierie pétrolière), la Sonatrach et surtout Chakib Khelil, ex-ministre de l'Énergie, réfugié aux États-Unis au moment où éclatait cette seconde affaire. Ami du chef de l'État algérien, il était pressenti pour occuper le poste de Premier ministre avant d'être contraint de démissionner suite à la première affaire Sonatrach qui avait vu le PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, dix cadres dirigeants, et un ex-PDG du Crédit populaire algérien (CPA, banque publique) inculpés et mis sous mandat de dépôt en janvier 2010 par la justice algérienne pour malversations liées à des marchés de plusieurs milliards de dollars⁴. Pire, *El Watan* du 23 avril 2013 révèle, documents à l'appui, que Chakib Khelil voulait céder Naftal (entreprise publique ayant le monopole de la distribution d'essence et de gasoil) au groupe qatari Woqod, avec la garantie

⁴ Voir *Recherches internationales* déjà cité et *l'Humanité* du 16 avril 2013 et *l'Humanité* du 3 février 2010.

du chef de l'État. Ces révélations ont lieu dans un contexte où les villes du Sud algérien, notamment Ouargla où se trouvent les sites pétrolier et gazier de Hassi Messaoud et HassiR'mel, sont le théâtre d'une vaste protestation populaire organisée par la Coordination nationale des chômeurs du Sud. Le coup était d'autant plus rude que de nombreuses voix s'élevaient en Algérie pour exiger l'ouverture d'une enquête en Algérie et l'extradition de l'ex-ministre de l'Énergie Chakib Khelil qui possède la nationalité américaine.

Accusant le coup, une source présidentielle citée par la presse algérienne, suspecte le DRS de chercher à torpiller le quatrième mandat !⁵

C'est dans ce climat tendu que survient, le 27 avril, l'AVC du président Bouteflika, nécessitant son évacuation en urgence vers l'hôpital du Val de Grâce à Paris. En dépit de communiqués rassurants sur son état de santé, cet AVC relance de plus belle les spéculations sur sa capacité à rester aux affaires, d'autant plus qu'il avait été contraint de réduire considérablement son activité suite à une première hospitalisation le 27 novembre 2005 au Val de Grace. Bien plus, depuis son discours du 8 mai 2012 à Sétif, Abdelaziz Bouteflika ne s'était plus exprimé publiquement et ne le faisait que par communiqué. « La probabilité de voir Bouteflika postuler à sa réélection en 2014 s'est bel et bien envolée » écrit *le Quotidien d'Oran*. « Il flotte comme un air de fin de règne au palais d'El Mouradia » (siège de la présidence algérienne), ajoute de son côté *El Watan*⁶.

11

Pour rassurer les Algériens, des images du président dans sa chambre d'hôpital, en compagnie du Premier ministre et du ministre de la Défense, sont diffusées : il se rétablit, suit les dossiers, signe même des décrets... et sera bientôt de retour, annonce-t-on officiellement. Son état de santé inquiète néanmoins ses partisans, surtout parmi ces milieux d'affaires ayant bâti leur puissance financière à l'ombre de la rente pétrolière, grâce à la libéralisation du commerce extérieur, aux passe-droits et à leur position d'intermédiaires avec les milieux financiers internationaux.

En tout cas, bien qu'en ce mois de juillet 2013 il règne une étrange atmosphère, en coulisse, pour les partisans d'Abdelaziz Bouteflika, la question de savoir si après son AVC et le déballage de toutes ces affaires, il est ou non en mesure de continuer à exercer ses fonctions, n'a plus lieu d'être. L'heure est à une reprise en main énergétique de l'État et des institutions.

⁵ TSA (Tout sur l'Algérie) cité par *El Watan* du 27 avril 2013.

⁶ *El Watan* du 28 avril 2013 citant *Le Quotidien d'Oran*.

Passage en force du clan présidentiel et crise au sommet de l'État

Le 16 juillet, après 80 jours d'hospitalisation l'ayant tenu éloigné du pays, Abdelaziz Bouteflika est de retour à Alger. Dans une totale discrétion. Un communiqué de la présidence algérienne annonce qu'« il poursuivra une période de repos et de rééducation ». De brèves images montrant un homme très affaibli relancent les interrogations sur sa « capacité d'exercer jusqu'à la fin de son mandat prévu en avril 2014 »⁷. Certains, à l'instar de maître Ali Yahia Abdenour, réclament l'application de l'article 88 de la Constitution prévoyant une procédure d'empêchement en cas de maladie « grave et durable » mettant le chef de l'État dans « l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions ». Et dans ce cas de figure, nombreux sont ceux qui font appel à l'ex-président Liamine Zeroual pour assurer l'intérim de la présidence algérienne dans l'attente de l'élection d'un nouveau président⁸. Mais ce que ne savent pas ses opposants, c'est que Bouteflika et son entourage ont pris une double décision. Un, il briguera un nouveau mandat. « Bien qu'il soit malade, nous l'avions convaincu de se présenter pour un quatrième mandat », avouera plus tard Abdelmalek Sellal⁹. Et deux, il faut agir avant la rentrée de septembre pour remettre en ordre de marche les institutions dans la perspective de la présidentielle.

12

Et le 29 août, le FLN est repris en main. Amar Saidani, celui que l'ancien ministre Boudjemaa Haichour présentait comme « le moins mauvais des candidats à la succession de Belkhadem », est le nouveau secrétaire général !¹⁰ Nommé dans des conditions contestées par une partie de la direction du FLN, Saidani annonce la couleur : Bouteflika est le candidat du FLN. Il a également pour tâche d'empêcher le parti de se ranger derrière l'ex Premier ministre et ex-secrétaire général du FLN Ali Benflis, lequel a encore des appuis au sein du parti, et s'apprête à se porter candidat à l'élection présidentielle¹¹. Le 11 septembre a lieu un remaniement ministériel d'une ampleur inégalée (onze ministres démis) qui se

⁷ *El Watan* du 18 juillet 2013.

⁸ Dans *Liberté* du 4 juin 2013, l'ex-colonel du DRS, Chafik Mesbah, dresse un bilan sombre des trois mandats de Bouteflika et l'accuse même d'avoir « mis le pays sous tutelle de puissances étrangères ».

⁹ Cité par le site *Algériepatriotique*.

¹⁰ Presse algérienne du 22 février 2013.

¹¹ Candidat en 2004, Ali Benflis, qui bénéficiait du soutien d'une partie de l'armée, a été battu par Abdelaziz Bouteflika.

traduit notamment par la nomination aux postes clefs (Intérieur et Justice) de deux membres de la garde rapprochée du président, Taieb Belaïz et Tayeb Louh, et par celle du chef d'état-major de l'armée, le général Gaid Salah, 74 ans, également un proche du chef de l'État, comme vice-ministre de la Défense : ce dernier remplace le général Abdelmalek Guenaïzia dont le poste de ministre délégué à la Défense nationale est supprimé¹². Courant septembre toujours, persuadé que le puissant DRS complotait contre lui, le chef de l'État décide de le restructurer : plusieurs de ses officiers, dont des généraux, notamment ceux chargés des enquêtes sur la corruption et mettant en cause des proches du chef de l'État, sont mis à la retraite.

Maintenant la pression sur l'armée dont le DRS constitue une structure clé, une campagne est lancée par des personnalités et des médias réputés proches de l'entourage présidentiel et notamment du frère et conseiller spécial du chef de l'État, Saïd Bouteflika. En pointe, Amar Saadani, le tout nouveau secrétaire général du FLN. Ainsi, le 24 octobre, il déclare à Reuters que le DRS « ne sera plus impliqué dans la vie politique, dans les partis, les médias et la justice ». Deux jours après, le 26 octobre, sur *Al-Arabiya tv*, il déclare que « la lutte contre la corruption ne doit pas être du ressort des services de renseignement, mais bien de la justice ». Le 3 novembre, dans un entretien au site TSA, il dénonce à nouveau le « tutorat exercé sur la classe politique » et les « pressions exercées sur la presse à travers la publicité » par le DRS ; le 4 février 2014, toujours à TSA, il réclame la tête du chef du DRS, le général Mohamed Mediène, et pointe au passage les failles de sa gestion sécuritaire : citant en exemples l'assassinat du président Boudiaf en 1992, l'enlèvement des moines de Tibhirine en 1996, mettant l'attaque terroriste du site gazier d'In Aménas en janvier 2013 sur l'imprévoyance coupable de cette institution. Sans se démonter, il affirme que les affaires de corruption ont été « fabriquées » par le DRS dans le but de salir l'ex-ministre de l'Énergie et ami du chef de l'État, Chakib Khelil, faisant mine d'ignorer que c'est le parquet de Milan, et non le DRS algérien, qui a déclenché l'enquête concernant l'italien ENIE.

Estimant sans doute avoir remporté le bras de fer contre cette fraction de l'armée opposée à ce qu'il brigue un quatrième mandat, le président Bouteflika met fin à une polémique qui, par ailleurs, commençait à toucher à la sécurité nationale¹³. Et, dans une sorte

¹² Le général Guenaïzia a été un des acteurs de l'arrêt du processus électoral en janvier 1992 qui avait vu le Front islamique du salut (FIS) arriver en tête du premier tour des législatives.

¹³ *L'Humanité* du 13 février 2014.

de baroud d'honneur, plusieurs généraux et officiers supérieurs à la retraite volent au secours du général Mediene. L'un d'eux, le général Hocine Benhadid, accuse, dans un entretien à *El Watan*, Said Bouteflika de chercher à « sauver sa peau car la corruption (sur laquelle enquête le DRS) a atteint des niveaux dangereux. C'est une question de vie ou de mort pour eux »¹⁴. Et de recommander au président Bouteflika « de se retirer dignement », assurant qu'au cas où il serait réélu, « l'Algérie serait la risée des nations »¹⁵.

C'est dans ce climat délétère, sur fond de violences identitaires récurrentes dans la région du M'Zab entre Berbères mozabites et chaambas arabophones avec mort d'hommes¹⁶, que le 14 janvier, Abdelaziz Bouteflika est de nouveau évacué vers le Val de Grâce, officiellement pour un « examen de routine ». Mais écourtant son séjour – il devait revenir le 18 janvier – le chef de l'État rentre le 16 à Alger. Le lendemain, 17 janvier, il convoque le corps électoral pour le 17 avril. Amar Saidani, encore lui, assure que le chef de l'État s'est rendu en France pour se faire établir un certificat médical pour son dossier de candidature à la présidentielle, et mieux qu'il a jusqu'au 2 mars – date correspondant curieusement à sa date de naissance – pour annoncer sa candidature. Sur ce, le 1^{er} février, le « groupe des 26 (partis) pour la loyauté et la stabilité », pour l'essentiel des formations inconnues du grand public, appelle Abdelaziz Bouteflika à se présenter pour un 4^e mandat. Le syndicat UGTA, les moudjahidine, le Forum des chefs d'entreprise (FCE), et d'autres organisations liées au pouvoir, se positionnent également derrière le chef de l'État¹⁷. La machine pour réélire le candidat Bouteflika est cette fois-ci en marche.

14

Une élection présidentielle marquée par une forte abstention

La candidature de Bouteflika est contestée par un éventail de forces sociales et politiques. On y trouve les partis islamistes

¹⁴ *L'Humanité* du 13 février 2014 citant *El Watan*.

¹⁵ *Idem*. Citons également l'ex-colonel du DRS, aujourd'hui politologue, Chafik Mesbah, prenant la défense en règle de son chef, Mohamed Mediene.

¹⁶ Cf. *L'Humanité* du 2 et 30 décembre 2013 et l'enquête parue dans l'édition du 10 avril sur les tensions identitaires dans une région à proximité des sites pétrolier de Hassi Messaoud et gazier de Hassi R'mel.

¹⁷ Le FCE (patronat algérien) s'est divisé sur la candidature d'Abdelaziz Bouteflika : son vice-président, Slim Othmani, a démissionné en signe de protestation.

proches de la mouvance des Frères musulmans comme le MSP, les salafistes du Front de la justice et du développement (FJD) d'Abdellah Djaballah, ceux du mouvement Rachad (issu de l'ex-FIS) de Mourad Dhina (réfugié en Suisse), l'ex-dirigeant du FIS, Ali Benhadj, les laïcs du RCD, le FFS (socialiste), Djil Djadid de Sofiane Djillali, les ex-communistes du MDS (Mouvement démocratique social) et du PLD (Parti pour la laïcité et la démocratie) et des personnalités de la société civile et politique comme les ex-Premiers ministres Sid Ahmed Ghazali, Mouloud Hamrouche, Ahmed Benbitour et maître Ali Yahia Abdenour. Et un nouvel acteur, né le 1^{er} mars, le mouvement Barakat (ça suffit), sans appartenance partisane.

Des appels sont lancés au Conseil constitutionnel présidé par l'ex-chef de la diplomatie algérienne, Mourad Medelci (un proche du chef de l'État) pour invalider la candidature du chef de l'État. Tandis que l'ex-Premier ministre Mouloud Hamrouche, tenté un temps par le scrutin présidentiel, en appelle à l'armée, notamment aux jeunes officiers, pour qu'ils prennent exemple sur le MFA (Mouvement des forces armées au Portugal en 1975) pour « sauver l'Algérie » et imposer une transition démocratique¹⁸. Alors que l'ancien président Zeroual, qui n'a pas appelé au boycott, sort de son silence et qualifie la candidature de Bouteflika de danger pour le pays.

15

En revanche, sollicité pour se retirer de la course, l'ex-Premier ministre Ali Benflis, seul opposant de poids, maintient sa candidature, crédibilisant ainsi une élection jouée d'avance. Et quand, le 2 mars, date de son anniversaire – il a 77 ans – Abdelaziz Bouteflika se rend au Conseil constitutionnel, accompagné d'une dizaine de fourgons transportant plus de quatre millions de signatures (seules 85 000 sont exigées par la loi) pour déposer son dossier de candidature, autant dire que l'élection présidentielle est déjà pliée. Car en face, hormis Ali Benflis, aucun des quatre autres candidats en lice n'est en mesure de faire douter Bouteflika et ses soutiens.

À l'initiative du mouvement *Barakat*, la contestation au quatrième mandat s'organise mais peine à mobiliser : à peine quelques centaines de personnes à Alger et moins à Constantine, Annaba et Batna. Toutefois, amplifiés comme jamais par les réseaux sociaux, les rassemblements spectaculaires de *Barakat* au centre d'Alger, dispersés sans ménagement par la police, irritent et inquiètent le pouvoir qui craint plus que tout que cette contestation inédite et originale gagne la jeunesse des quartiers populaires. Très

¹⁸ En plus de Mouloud Hamrouche, l'ex-Premier ministre Ahmed Benbitour, le général à la retraite Mohand Taha Yala et Soufiane Djilali du parti Nouvelle Génération (Djil Djadid) ont renoncé à se présenter.

bruyants, les islamistes de Rachad ne mobilisent guère plus. En revanche, le meeting organisé par le Front du boycott regroupant les islamistes du MSP et du FJD, les laïcs du RCD et de Djil Djadid et plusieurs petites formations politiques et sociales, à la salle Harcha au centre d'Alger, en présence de Said Sadi, ex-président du RCD et d'Ali Benhadj, l'ancien numéro deux de l'ex-FIS, rassemble plus de 5000 personnes. Ce sera l'unique rassemblement organisé par les opposants pour dénoncer ce qu'ils qualifient « d'élection fermée » et appeler à une conférence nationale de transition à laquelle le pouvoir est convié, à la place de l'élection présidentielle.

Le 22 mars, à la veille du début de la campagne électorale, défendant sa candidature, le président-candidat affirme dans un communiqué qu'il ne pouvait « rester sourd » aux « appels » des Algériens. Expliquant : « Les difficultés liées à ma santé ne semblent pas me disqualifier à vos yeux ou plaider en faveur de ma décharge des lourdes responsabilités qui ont eu raison d'une bonne partie de mes capacités ». Il promet de réviser la Constitution en conviant tous les acteurs de la société civile et politique. « Le mandat présidentiel 2014-2019 sera celui de la transition pour passer d'une génération à une autre », promet-il¹⁹.

16

En raison de son état de santé, ce sera son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, qui vient de démissionner opportunément de son poste de Premier ministre, qui animera et orchestrera par procuration la campagne électorale. Il sera secondé dans sa tâche par quatre ministres et deux anciens chefs de gouvernement rappelés en renfort, Ahmed Ouyahia, nommé directeur de cabinet du chef de l'État, et Abdelaziz Belkhadem, conseiller spécial, tous deux avec rang de ministre d'État ! Le tout, en plus du soutien actif du FLN, du RND, de l'UGTA (centrale syndicale) et du FCE et, surtout, de l'administration qui n'hésite pas à mobiliser les moyens de l'État au service des hommes du président-candidat.

Le 23 mars, débute donc la campagne électorale sans Abdelaziz Bouteflika. Elle est essentiellement axée sur la peur de l'instabilité et le discours officiel tente de convaincre les Algériens qu'une alternance au pouvoir replongerait l'Algérie dans l'aventure des années sanglantes 1990-2000 qui continuent de fonctionner comme repoussoir. Et dans cette perspective, on n'hésite pas à opposer la « stabilité » incarnée par Abdelaziz Bouteflika, fût-il malade, au chaos syrien, libyen et à l'instabilité tunisienne et égyptienne ! « Plutôt ce régime que *edh'biha* (être égorgé) », entendait-on dans les rues d'Alger. Avec, sous-tendue par une vision libérale du développement, la mise en exergue des réalisations sociales – moins

¹⁹ *L'Humanité* du 26 mars 2014 et presse algérienne du 24 mars.

de chômage et de pauvreté – et infrastructurelles – métro d'Alger, tramways dans la plupart des villes, autoroutes, logements –, des promesses mirobolantes d'amélioration sociale dans les régions restées relativement en marge du développement, de lutte contre la corruption et... de l'instauration d'une deuxième république, avec à la clé une constitution révisée et l'engagement du chef de l'État de se retirer en 2019 ou avant la fin de son quatrième mandat !²⁰

Bien que la foule ne soit pas au rendez-vous, plusieurs réunions électorales des partisans du chef de l'État sont chahutées, émaillées d'incidents et parfois annulées comme à Bejaïa et dans les Aurès où les moqueries blessantes de M. Sellal à l'égard des habitants de cette région frondeuse n'ont guère été appréciées²¹. Ses adversaires, même Ali Benflis – soutenu par le Pôle des forces du changement (coalition de microformations islamo-nationalistes et de personnalités démocrates et islamistes) - qui avait menacé de ne pas se taire en cas de fraude électorale, n'ont guère eu le franc succès qu'ils escomptaient²². En revanche, sur la Toile et les réseaux sociaux, les internautes algériens ont rivalisé pour tourner en dérision la candidature du chef de l'État...

Sans surprise donc, et sans avoir pris part à la campagne, sauf pour qualifier les propos de son rival Ali Benflis de « terrorisme » en prenant à témoin le chef de la diplomatie espagnole reçu en audience²³, Abdelaziz Bouteflika est élu à une écrasante majorité avec 81,53 %, devant largement son principal adversaire, Ali Benflis (12,18 %), humilié une seconde fois après l'avoir été en 2004. Et ce, bien que dans un entretien à BFMTV, il revendique la victoire, affirmant avoir obtenu trois millions de voix contre un peu plus d'un million pour Bouteflika et ajoute que « seulement six millions d'algériens ont voté ». Et en dépit des protestations émises par son propre camp, le scénario à l'ivoirienne tant redouté, avec deux candidats se proclamant vainqueurs, n'a pas eu lieu²⁴.

²⁰ *Liberté* du 8 avril 2014.

²¹ *L'Humanité* du 12 avril. À Batna, capitale des Aurès, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a dû se réfugier dans un commissariat.

²² Parmi les personnalités soutenant Ali Benflis, l'ancien ministre, Abdelaziz Rahabi, et des dirigeants du FIS (Front islamique du salut, dissous en 1992 en raison de son appel au djihad) comme Ali Djedi et Ali Boukhakham.

²³ Il s'est attaqué à son rival sans le citer devant les caméras de la télévision algérienne, avant de parler de la qualification de l'Athlético de Madrid. Comme quoi...

²⁴ Le staff électoral d'Ali Benflis avait menacé de publier ses propres résultats au soir du 17 avril.

Ce scrutin controversé aura été marqué par le plus fort taux d'abstention (49,3 %) jamais enregistré depuis 1995 : un Algérien sur deux n'a pas voté. Et par rapport à 2009 (12,9 millions de voix), le président Bouteflika a perdu cinq millions de voix.

Un nouvel acteur, les forces de l'argent

La reconduction pour la quatrième fois à la tête de l'État algérien d'un président âgé, 77 ans, sérieusement diminué par la maladie, dont le troisième mandat a été entaché par une corruption sans précédent, un creusement des inégalités sociales et régionales, s'est donc faite dans un contexte qui a vu les divergences existant au sein du commandement militaire dont fait partie le chef du DRS, le général Mediène, étalées publiquement.

Toujours est-il que l'étalage de ces divergences montre que le consensus politico-militaire, fondé sur une vision militarono-nationaliste héritée de la guerre d'indépendance nationale, où l'armée, gardienne du dogme nationaliste, avait le dernier mot, a peut-être vécu. La crise au sommet du pouvoir algérien, qui a vu la neutralisation et la restructuration du DRS suivies d'une mise à la retraite d'une centaine d'officiers de haut rang dont des généraux, traduit certainement une recomposition du rapport des forces au sein du pouvoir. Son principal bénéficiaire pourrait bien être ces groupements d'intérêts ayant construit leur puissance grâce au détournement d'une partie de la rente pétrolière vers la sphère commerciale informelle au détriment de la sphère productive, et qui sont partisans d'un modèle sociopolitique ultralibéral, conservateur et autoritaire, plus arrimé qu'il ne l'est aujourd'hui aux marchés financiers internationaux²⁵.

Entre 2005 et 2013, l'Algérie a engrangé grâce au pétrole (95 % des exportations algériennes) 707,7 milliards de dollars dont près de la moitié (340 milliards de dollars) a été consacrée aux importations. Un montant colossal, dont l'accès est devenu un enjeu pour des centaines de milliers d'acteurs et détermine les stratégies et les comportements dans la mesure où chacun, moyennant une allégeance au pouvoir politique, veut sa part du gâteau. Qui plus est, ce recours massif aux importations, sous prétexte que c'est moins

18

²⁵ Parmi ces nouveaux riches, Ali Haddad, un des dirigeants du Medef algérien, le FCE (Forum des chefs d'entreprises), patron de l'ETRBH (entreprise de travaux publics) qui, selon Louisa Hanoune, citée par *El Watan*, manœuvre pour installer un ami à lui à la tête de Sonatrach. L'ETRBH veut se lancer dans l'exploration pétrolière.

cher et de meilleure qualité que le produit fabriqué localement, participe au processus de désindustrialisation de l'Algérie²⁶.

Selon l'économiste Abderahmane Mebtoul, à elle seule, la sphère informelle brasse 50 % de la masse monétaire en circulation, soit 62,5 milliards de dollars pour la seule année 2012²⁷, et contrôle 65 % des produits de première nécessité importés. Rien que sur les cinq premiers mois de l'année 2013, 30 milliards de dollars ont été transférés vers l'étranger, soit 13,7 % de plus qu'à la même période en 2012 (26 milliards de dollars)²⁸.

Cette « mafia de l'import », comme la qualifie la presse algérienne, à la tête de fortunes colossales, ainsi que toutes ces catégories sociales bénéficiaires de la redistribution de la rente pétrolière qu'elles croient inépuisable et qu'on retrouve à tous les niveaux de la société - dans l'administration, les banques, les PME (souvent dirigées par des hommes liés au pouvoir) à qui est octroyée une part des marchés publics - pour qui le maintien d'Abdelaziz Bouteflika est synonyme de poursuite d'une politique favorable à leurs intérêts, n'ont évidemment aucun intérêt à voir les choses changer²⁹. Aussi la réélection de Bouteflika consacre-t-elle la victoire de ces groupes d'intérêt rentiers.

Pourtant, à l'horizon 2020 - l'Algérie comptera 50 millions d'habitants - du fait du tarissement prévisible des ressources pétrolières (et donc financières), le pouvoir politique n'aura plus les moyens financiers pour maintenir la cohésion et la paix sociales. Il n'empêche, pour faire face à la situation, il pense avoir trouvé la solution : l'exploitation du gaz de schiste, qualifiée de « vitale » par le ministre de l'Énergie, Youcef Yousfi, option encouragée par la France et les États-Unis³⁰.

19

Quelle sortie de crise ?

Si donc l'urgence commande de changer à très court terme de modèle de croissance et de consommation (tiré par les hydrocarbures) et par conséquent de rompre avec le modèle libéral, cela ne peut se faire sans un changement radical de perspective. Avec, en ligne de

²⁶ Le secteur industriel ne représente plus que 5 % du PIB en 2013 contre 20 % en 1980.

²⁷ A. Mebtoul, article publié par le site *Alterinfo.net*.

²⁸ A. Mebtoul in *Le Matin* du 8 août 2013.

²⁹ Mustapha Mékidèche in *Maghreb Emergent*, 19 mars 2013.

³⁰ *El Watan* du 2 juin. Un vif débat a lieu en Algérie sur le gaz de schiste, l'Algérie disposant des plus grandes réserves au monde.

mire, l'édification d'un système politique, démocratique et social, à même de promouvoir une politique de développement visant la reconstruction de la base productive nationale autour d'un secteur économique d'État puissant. Si une telle priorité ne figure pas dans l'agenda du pouvoir politique, conforté par la victoire bien que contestée de son candidat, elle ne l'est pas non plus pour l'opposition politique.

En effet, l'élection de Bouteflika approuvée sans contestation majeure, le pouvoir politique engage dès le 1^{er} juin des consultations sur un projet de révision partielle de la Constitution qu'il veut « consensuel » – c'était d'ailleurs une des promesses de campagne du président Bouteflika – piloté par l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia. Selon le communiqué de la présidence algérienne, 150 partenaires dont 52 formations politiques, majoritairement des micro-partis, et 30 personnalités parmi lesquelles des membres fondateurs de l'ex-Front islamique du salut (FIS) et Madani Mezrag l'ex-émir de l'AIS (Armée islamique du salut, branche armée du FIS) ont accepté d'en débattre.

20

Ahmed Ouyahia a beau affirmer qu'« il n'y a aucune limite préalable au projet de révision constitutionnelle, hormis celles relatives aux constantes nationales, ainsi qu'aux principes fondateurs de la société algérienne, immuables et non révisables », les principaux partis de l'opposition et de nombreuses personnalités de la société civile et politique ont décliné son invitation, refusant de cautionner une révision constitutionnelle ficelée d'avance³¹.

Le projet de révision constitutionnelle limité à 47 articles propose un retour à deux mandats présidentiels, le renforcement des pouvoirs du Premier ministre mais sans en faire un chef de gouvernement responsable devant le Parlement, le chef de l'État gardant la main sur la réalité du pouvoir et... la constitutionnalisation de la réconciliation nationale - l'amnistie octroyée aux islamistes armés et de fait l'interdiction de tout recours des familles de victimes du terrorisme et des familles de disparus devant la loi. Sur le fond, il n'y a aucune avancée majeure par rapport à ce qui existait déjà. Ainsi en est-il de la liberté de la presse, théoriquement garantie, mais qui ne saurait « être utilisée pour attenter à la dignité, aux libertés et droits d'autrui », une formule alambiquée, dans laquelle on peut tout mettre, destinée au fond à maintenir sous pression les médias et les journalistes !

Au final, hormis ces dirigeants de l'ex-FIS, la majorité des participants prenant part à ce projet, dont le FLN et le RND, ont

³¹ Pour l'ancien Premier ministre Mouloud Hamrouche, le projet du pouvoir est en recul par rapport à la Constitution de 1989.

tous en commun d'être des obligés du système politique. De ce fait, on peut dire que le pouvoir algérien a engagé une concertation avec lui-même. Et que l'objectif de construire un consensus le plus large possible, afin de préparer l'après-Bouteflika dont la santé préoccupe ses partisans, est loin d'être atteint.

En effet, l'opposition démocratique et les islamistes ne sont pas restés les bras croisés. Le rassemblement organisé le 10 juin à Alger par la CNTLD qui regroupe une vingtaine de formations dont les islamistes du MSP et du FJD et les laïcs du RCD, en vue d'une transition démocratique pacifique de l'Algérie, a surpris les autorités. Parmi les 400 participants, trois ex-dirigeants du FIS (Ali Djeddi, Abdelkader Boukhemkham, Kamel Guemazi) participent côte à côte avec Saïd Sadi, l'avocat Ali Yahia Abdenour, les trois anciens chefs de gouvernement Ali Benflis, Mouloud Hamrouche, Ahmed Benbitour et des dirigeants du FFS... Tous ont accepté de mettre de côté ce qui les sépare. Tous considèrent que le maintien du système actuel, miné par une crise au sommet, mènera le pays vers l'implosion et qu'il y a urgence à ouvrir une nouvelle page.

Le « Projet de plateforme », servant de base aux discussions, fait le constat que l'indépendance du pays a été confisquée dès 1962, et que 50 ans de pouvoir autoritaire ont conduit l'Algérie à la catastrophe. Ce raccourci, résultant d'un traitement des faits sur le mode de l'échec, nie une dimension importante de l'histoire algérienne, celle de la tentative de construction d'une économie nationale non capitaliste, rompant avec l'héritage colonial, que la dérive libérale autoritaire des années 1980-1990 et poursuivie durant les années 2000 a grandement sapée : restructuration brutale des entreprises publiques adossée à une réduction drastique des investissements productifs ; et ce, avant que le plan d'ajustement structurel (1994-1998) imposé par le FMI en pleine période de violence terroriste, n'achève ce processus de démantèlement – 1 010 entreprises liquidées et près d'un million de salariés dans la rue – en le limitant pour l'heure au seul secteur énergétique. Certes, il ne s'agit pas d'occulter le côté autoritaire et répressif des années 1960 et 1970, au nom de l'anti-impérialisme. Mais la proposition consistant à dire que, pour renouer avec la démocratie et les libertés, confisquées dès 1962, il faut vite refermer la parenthèse de 50 ans d'indépendance, porte fondamentalement l'empreinte du libéralisme. Pour s'en sortir, l'Algérie devrait se mettre en conformité avec le modèle libéral, posé comme référence universelle³². Et si les auteurs du document font

³² Voir Abdelatif Rebah, « L'Algérie 50 ans après : le développement national contrarié », *Recherches internationales*, n° 93, janvier-mars 2012, p. 7-26.

référence aux droits de l'homme, à la démocratie et aux libertés, il n'en reste pas moins que dans le paragraphe intitulé « les objectifs », la consécration des droits des femmes, la suppression du code de la famille d'inspiration islamiste, la liberté de conscience ou l'interdiction d'instrumentaliser le religieux à des fins politiques sont autant de principes évacués du débat. Ce qui est symptomatique de l'inflexion des partis démocrates qui ont choisi de renoncer à certains de leurs principes alors que, sur ces sujets, les islamistes n'ont pas du tout évolué. Par conséquent, quand le chef du MSP, Abderrezak Mokri, affirme que « tout le monde a évolué », il ne précise pas à quoi les islamistes ont renoncé. « À l'État islamique et à la charia ? À la polygamie et au code de la famille réduisant la femme à un statut de non-citoyenne », s'interroge *Le Soir d'Algérie* ³³ ?

22

Quant à l'armée qui, selon les auteurs du document, doit être soustraite aux politiques afin qu'elle ne soit plus instrumentalisée à des fins de pouvoir, Mouloud Hamrouche fait observer qu'elle est « incontournable ». Elle « doit accompagner le processus de transition vers un État de droit et moderne » car, estime-t-il, « il n'y a aujourd'hui aucune force politique capable de gérer seul le pays et permettre ainsi à l'armée de rentrer dans les casernes »³⁴. Autrement dit, l'armée ne peut pas rester en dehors du débat en cours alors que, depuis 1962, elle est au cœur du pouvoir algérien.

Conclusion

Même s'il est prématuré de dire dans quel sens évoluera la situation dans un proche avenir, les démarches mise en œuvre à la fois par le pouvoir et par l'opposition ont abouti à ce résultat paradoxal d'avoir remis l'ex-FIS au centre du jeu politique sans qu'il soit demandeur, sans qu'on lui demande le moindre compte et sans qu'il fasse la moindre concession. Ses dirigeants donnent le sentiment de s'être partagé les tâches, entre ceux qui ont accepté l'offre de dialogue du pouvoir et ceux qui ont accepté l'invitation de la CNTLD.

En tout cas, avec cette élection présidentielle, un cycle s'achève. Le pouvoir politique, qui sait qu'Abdelaziz Bouteflika n'est pas éternel, qu'en raison de sa maladie, la question de sa capacité à gouverner reste posée et qu'elle paralyse les institutions, mesure-t-il les limites de sa démarche et le fait qu'il ne peut imposer continuellement et sans risque une politique soutenue officiellement par un tiers de

³³ *Le Soir d'Algérie* du 14 juin 2014.

³⁴ *Le Quotidien d'Oran* du 25 mai 2014.

l'électorat ? Quant à l'opposition, dont on ne sait ce qu'elle représente en raison de la fraude électorale qui fausse la carte politique, il est un peu tôt pour savoir si son projet de construction d'une transition démocratique entraînera l'adhésion des Algériens. Quoi qu'il en soit, pouvoir et opposition sont devant une vraie difficulté. Aussi n'est-il pas impossible – c'est la proposition du FFS acceptée, semble-t-il, par Ahmed Ouyahia – que s'engage à terme un débat national sur la problématique de la transition entre tous les acteurs de la société civile et politique y compris l'armée, en vue d'un compromis autour d'un contrat social a minima, basé sur un « Smic » démocratique. Mais qui laissera en suspens les questions de fond comme la nécessaire réorientation économique et sociale rompant avec ce libéralisme favorisant l'importation et la consommation, génératrices de corruption, aux dépens de l'investissement productif.

